

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/AG/R/37

18 décembre 2003

(03-6652)

---

Comité de l'agriculture

## RAPPORT SUCCINCT DE LA REUNION DU 20 NOVEMBRE 2003

### Note du Secrétariat<sup>1</sup>

1. Le Comité de l'agriculture a tenu sa trente-septième réunion ordinaire le 20 novembre 2003 sous la présidence de M. Magdi Farahat (Égypte). L'ordre du jour de la réunion reproduit dans l'aérogamme WTO/AIR/2210 a été adopté.

### **PREMIERE PARTIE: LE PROCESSUS D'EXAMEN**

#### A. QUESTIONS INTERESSANT LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS QUI S'INSCRIVENT DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE REFORME: ARTICLE 18:6

##### a) Argentine: Communautés européennes – Subventions à l'exportation

2. L'Argentine a demandé les renseignements ci-après aux CE au sujet des subventions à l'exportation:

- i) Les CE pouvaient-elles énumérer toutes les mesures, y compris les mesures de mise en œuvre promulguées par leurs États membres, qui autorisaient ou mentionnaient l'octroi de subventions à l'exportation? Les CE ont répondu que le versement de subventions à l'exportation était autorisé par le Règlement du Conseil des CE portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits agricoles (dit "règlement de base"). Ce règlement de base contenait une liste de produits assortis de leurs codes de la nomenclature combinée et définissait de manière générale les produits pouvant faire l'objet de restitutions et les conditions "de base" à remplir pour bénéficier de ces mesures. Des règlements d'application (généralement adoptés par la Commission des CE) donnaient des prescriptions plus précises et énonçaient les règles de calcul des montants. En vertu de ces prescriptions et règles, la Commission fixait le montant effectif des restitutions dans des règlements périodiques spécifiques publiés au Journal officiel de l'Union européenne. Les CE ont indiqué qu'en complément de ce règlement "vertical" (visant des produits déterminés) il existait une législation horizontale portant sur les aspects financiers (FEOGA) et les aspects liés au contrôle, ainsi que des textes législatifs visant la certification et diverses fins douanières. Tous les textes législatifs pertinents étaient disponibles sur Internet (<http://europa.eu.int/eur-lex/es/index.html>).
- ii) Pour chacune de ces mesures, les CE pouvaient-elles fournir des renseignements sur les produits susceptibles de bénéficier de leurs subventions à l'exportation et la

---

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

subvention unitaire à l'exportation par produit établie par leurs règlements? Les CE ont renvoyé à la réponse qu'elles avaient fournie au titre du paragraphe 2 i) ci-dessus.

- iii) Les CE pouvaient-elles fournir des renseignements sur les dépenses budgétaires afférentes aux subventions à l'exportation et le volume des exportations subventionnées en 2002 et pendant la période la plus récente en 2003?<sup>2</sup> Les CE ont répondu que les données les plus récentes disponibles concernant les restitutions à l'exportation avaient été communiquées au Comité dans la notification G/AG/N/EEC/44 du 11 juin 2003 (pour la campagne de commercialisation 2001/02) selon le modèle convenu aux fins de notification à l'OMC. Pour ce qui était des données pour 2002/03, les CE ont dit qu'elles n'étaient pas encore en mesure de les fournir à la réunion en cours mais qu'elles le feraient en temps opportun.
- iv) Les CE pouvaient-elles dresser la liste des pays de destination des exportations bénéficiant d'une subvention à l'exportation en 2002 et pendant la période la plus récente en 2003 et fournir des renseignements sur les dépenses budgétaires correspondantes et les volumes exportés?<sup>3</sup> En outre, les CE étaient priées de donner des éléments d'information sur les dépenses budgétaires et le volume des exportations subventionnées de viande de bœuf à destination de l'Indonésie, du Japon, de la Corée, des Philippines, de la Malaisie, de Singapour, de la Thaïlande et du Viet Nam depuis 1995. Les CE ont répondu que ces statistiques n'étaient pas disponibles et que par ailleurs ce type d'informations ne faisait pas l'objet de rapports à l'OMC.
- v) Les CE pouvaient-elles donner la liste des pays d'origine de l'Union européenne pour les exportations ayant bénéficié d'une subvention à l'exportation en 2002 et pendant la période la plus récente en 2003 et fournir des renseignements sur les dépenses budgétaires correspondantes et les volumes exportés?<sup>4</sup> Les CE ont indiqué qu'elles comptaient pour un Membre de l'OMC et qu'elles considéraient donc que les renseignements détaillés demandés par l'Argentine étaient sans intérêt pour le processus d'examen.

---

<sup>2</sup> L'Argentine a demandé ces renseignements au sujet des produits appartenant aux groupes de produits ci-après: a) blé et farine de blé: blé; farine de blé; b) céréales secondaires: maïs; sorgho à grains; gruaux de blé tendre; gruaux de maïs commun; agglomérés sous forme de pellets de blé; agglomérés sous forme de pellets de maïs; grains de blé aplatis ou en flocons; grains de maïs aplatis ou en flocons; autres grains de blé travaillés; autres grains de maïs travaillés; malt; germe de céréales; amidon de blé; amidon de maïs; gluten de froment; glucose; sirop de glucose et ses préparations pour l'alimentation des animaux; sons, remoulages et autres résidus (ligne tarifaire 23.02); c) autres produits laitiers: lait non concentré; crème non concentrée; babeurre; yoghourt; autres produits consistant en composants naturels du lait; préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux (lignes tarifaires ex 2309 10 et 2309 90); d) viande bovine: animaux vivants; viande fraîche ou réfrigérée; viande congelée; abats comestibles (frais, réfrigérés et congelés); viande salée, séchée, fumée et en saumure; autres préparations de viande, d'abats ou de sang; e) volaille: animaux vivants; viande fraîche et réfrigérée; viande congelée; abats; autres préparations ou conserves de viande, d'abats ou de sang; f) vins: moût de raisin; jus de raisins et vin; g) fruits et légumes frais (indiquer les volumes pour chacun des fruits ou légumes); h) fruits et légumes transformés (indiquer les volumes pour chacun des fruits ou légumes); i) produits incorporés (indiquer les volumes pour chacun des produits sous cette rubrique).

<sup>3</sup> L'Argentine a demandé ces renseignements pour les groupes de produits ci-après: viande bovine; viande de volaille; œufs; beurre; lait écrémé en poudre; fromage; autres produits laitiers; céréales (y compris le riz); farine; vin; fruits et légumes frais; fruits et légumes transformés.

<sup>4</sup> L'Argentine a demandé ces renseignements pour les groupes de produits ci-après: viande bovine; viande de volaille; œufs; beurre; lait écrémé en poudre; fromage; autres produits laitiers; céréales (y compris le riz); farine; vin; fruits et légumes frais; fruits et légumes transformés.

3. L'Argentine a demandé que les CE fournissent une liste des règlements (c'est-à-dire des règlements de portée générale et d'application) en vigueur ou en cours d'utilisation pour la gestion des restitutions à l'exportation. De plus, l'Argentine a de nouveau demandé des données sur les dépenses budgétaires et le volume des exportations subventionnées par produit.

4. Les CE ont répété que les règlements étaient affichés sur leur site Web mais qu'elles étaient prêtes à aider l'Argentine à trouver les renseignements pertinents.

b) Argentine: Hongrie – Sous-utilisation des contingents tarifaires

5. L'Argentine a fourni des données (voir Appendice) faisant état de la sous-utilisation des contingents tarifaires de la Hongrie pour le lait et la crème, le maïs et la volaille. Elle a demandé qu'il lui soit expliqué pourquoi ces contingents tarifaires étaient systématiquement sous-utilisés alors même que la Hongrie accordait des subventions à l'exportation pour le maïs et la volaille et un soutien interne *de minimis* pour les produits laitiers.

6. La Hongrie s'est engagée à donner une réponse.

c) Argentine: Suisse – Subventions à l'exportation

7. L'Argentine a demandé à la Suisse de lui donner des renseignements sur toutes les mesures, y compris les mesures de mise en œuvre, qui autorisaient ou mentionnaient l'octroi de subventions à l'exportation. Elle a également demandé des éléments d'information au sujet des produits bénéficiant de chacune de ces mesures et la subvention unitaire à l'exportation par produit établie par ces règlements.

8. De plus, l'Argentine a demandé des données sur les dépenses budgétaires et le volume des exportations pour chacun des produits relevant de la catégorie des produits incorporés.

9. En réponse, la Suisse s'est référée à sa notification G/AG/N/CHE/25 du 25 mars 2002 qui avait été établie conformément aux prescriptions pertinentes en matière de notification énoncées dans le document G/AG/2 et à la Liste de la Suisse-Liechtenstein. Les volumes et les dépenses notifiées dépassant les niveaux d'engagements annuels en 1999 étaient conformes aux prescriptions en matière de notification figurant dans le document G/AG/2, page 24, paragraphe i), et (compte étant tenu de la flexibilité de l'Accord sur l'agriculture) se situaient en deçà des niveaux d'engagements annuels non utilisés précédemment.

10. La Suisse a confirmé que les mesures mentionnées dans la notification G/AG/N/CHE/25 étaient celles actuellement en vigueur. Elle a également précisé qu'elle présenterait une notification de mise à jour concernant les subventions à l'exportation avant la fin de 2003.

11. L'Argentine a réitéré sa demande de renseignements concernant les produits incorporés. Le représentant de la Suisse a dit qu'il consulterait à nouveau sa capitale.

d) Argentine: États-Unis – Subventions à l'exportation

12. L'Argentine a demandé aux États-Unis de lui donner des renseignements sur toutes les mesures, y compris les mesures de mise en œuvre, qui autorisaient ou mentionnaient l'octroi de subventions à l'exportation. Elle a également demandé des éléments d'information au sujet des produits bénéficiant de chacune de ces mesures.

13. Les États-Unis ont répondu que parmi les programmes qui mentionnaient l'octroi de subventions à l'exportation figuraient le Programme d'expansion des exportations (EEP) et le

Programme d'incitations à l'exportation de produits laitiers (DEIP) en vertu desquels des primes étaient versées aux exportateurs des États-Unis afin qu'ils puissent s'aligner sur les prix pratiqués sur le marché mondial pour des produits agricoles déterminés de leur pays. On n'avait pas eu recours à l'EEP depuis l'année budgétaire 2001. La Commodity Credit Corporation (CCC) était autorisée à procéder à la vente directe de produits laitiers de ses stocks aux marchés d'exportation, mais elle ne l'avait pas fait depuis 1995. Les produits pouvant bénéficier des initiatives dans le cadre du DEIP étaient les suivants: lait en poudre, graisse butyrique, cheddar, mozzarella, gouda, feta, fromage blanc et fromages américains cuits. Les produits pouvant bénéficier des initiatives de l'EEP étaient les suivants: blé, farine de blé, riz, volaille congelée, orge, malt d'orge, œufs de consommation et huile végétale.

14. Pour ce qui était de la demande de l'Argentine qui souhaitait obtenir des renseignements sur les pays de destination des exportations bénéficiant d'une subvention en 2002 et pendant la période la plus récente en 2003, les États-Unis ont renvoyé aux sites Web du Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) et de l'OMC pour les renseignements les plus récents concernant les exportations vers diverses destinations.

15. Les États-Unis, en réponse à une question de la Malaisie, ont confirmé qu'aucune subvention à l'exportation n'avait été octroyée par le biais de l'EEP depuis 2001, y compris pour les exportations d'huiles végétales.

e) Canada: États-Unis – Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural (FSRI)

16. Le Canada a rappelé qu'à la réunion de septembre 2003 il avait demandé si les États-Unis comptaient notifier des programmes ou des mesures à caractère nouveau ou modifié mis en place en vertu de la Loi FSRI qu'ils considéraient comme exemptés des réductions du soutien interne, et à quelle date. Les États-Unis avaient répondu que la Loi était encore en cours de mise en œuvre. Compte tenu des déclarations publiques faites par le Secrétaire à l'agriculture des États-Unis indiquant que le processus de mise en œuvre était arrivé à son terme, le Canada a de nouveau demandé si les États-Unis avaient l'intention de présenter des notifications selon le tableau DS:2.

17. Les États-Unis ont répondu que les notifications selon le tableau DS:2 concernant les programmes mis en place en vertu de la Loi sur l'agriculture de 2002, pour lesquels l'exemption serait demandée, étaient en cours d'établissement et seraient présentées dès que possible.

18. L'Australie a demandé aux États-Unis de présenter une notification dans les meilleurs délais. Elle s'intéressait en particulier aux programmes comme les versements en cas de pertes de récolte sur plusieurs campagnes agricoles et les versements anticycliques. L'Argentine et le Brésil ont appuyé les questions du Canada. Le Brésil a constaté qu'à ce jour aucune réponse précise n'avait été donnée quant à la manière dont les États-Unis entendaient procéder pour notifier les mesures de soutien interne adoptées en vertu de la Loi sur l'agriculture de 2002. Le Brésil a prié instamment les États-Unis d'éclaircir la question et rappelé que, conformément à l'article 18:3 de l'Accord sur l'agriculture, toute nouvelle mesure ou mesure modifiée de soutien interne qu'il était demandé d'exempter de l'engagement de réduction devait être notifiée dans les moindres délais. Cela importait à des fins de transparence, non seulement dans la mise en œuvre de l'Accord, mais aussi du fait des répercussions que cela pouvait avoir sur les négociations agricoles.

f) Canada: Inde – Contingent tarifaire pour l'huile de colza raffinée

19. Le Canada a déclaré que, conformément aux modifications qu'elle avait apportées à sa Liste XII avec effet au 3 février 2003 (WT/Let/440), l'Inde avait établi un contingent tarifaire de 150 000 tonnes d'huile de colza raffinée (1514.90 du SH). Le Canada a demandé que l'Inde fournisse

des renseignements sur la manière dont elle avait administré le contingent tarifaire en 2003 (en précisant notamment l'organisme ou l'organe public qui accordait les licences ou l'accès au contingent, les critères d'admissibilité, le mode d'attribution des licences ou de l'accès, les limites éventuelles s'appliquant à la durée de validité ou d'utilisation des licences octroyées et si le contingent tarifaire s'appliquait sur la base de l'année civile ou de la campagne de commercialisation). Le Canada a également demandé des précisions sur la date à laquelle l'Inde comptait présenter une notification selon le tableau MA:1 concernant ce contingent tarifaire. Il a souligné l'importance de cette question pour le gouvernement canadien et, en particulier, pour l'industrie canadienne.

20. L'Inde a répondu qu'elle n'avait pas été en mesure de recueillir les données pertinentes et qu'elle s'engageait à donner une réponse dès que possible.

g) États-Unis: Inde – Tarifs supérieurs aux niveaux d'engagements

21. Les États-Unis ont rappelé qu'ils avaient soulevé des questions à la réunion de mars 2003 au sujet des contingents de l'Inde pour l'huile de soja. À la réunion de juin 2003, les États-Unis avaient posé de nouvelles questions auxquelles l'Inde n'avait pas encore répondu. Les États-Unis s'étaient inquiétés de ce que l'Inde avait introduit un régime de valeur de base pour les importations d'huile de soja en vertu duquel elle appliquait le taux consolidé de 45 pour cent au prix de référence fixe, de sorte que le taux de droit appliqué aux importations d'huile brute de soja était systématiquement supérieur au niveau consolidé dans le cadre de l'OMC. Le prix de référence fixe appliqué aux huiles alimentaires avait été révisé lorsque le prix moyen était supérieur ou inférieur de 10 pour cent au moins au prix de référence courant. Toutefois, les révisions apportées le 3 décembre 2002 et le 14 mai 2003 montraient que, dans la pratique, ce processus n'arrivait pas à suivre les fluctuations des prix des marchés mondiaux. Les États-Unis avaient demandé à l'Inde de leur expliquer ce système, en particulier la fréquence des révisions apportées au prix de base. Pour ce qui était des efforts déployés par l'Inde pour remédier à la sous facturation présumée sur le marché des huiles alimentaires, les États-Unis avaient demandé si le système des prix de référence fixes applicable aux huiles alimentaires constituait une politique à long terme ou si l'Inde examinait d'autres méthodes pour pallier à ce problème.

22. L'Inde a répondu que les contingents appliqués à l'huile de soja se fondaient sur les prix publiés dans l'"Oil World Weekly" pour les ports f.a.b. Brésil et f.a.b. Argentine dans la mesure où la majeure partie des importations provenait de ces pays. Les tendances des prix internationaux étaient analysées à intervalle hebdomadaire comme l'Inde l'avait indiqué précédemment au sujet de cette question. L'Inde s'était toujours efforcée d'assurer que le taux de droit appliqué ne soit pas supérieur au tarif consolidé de 45 pour cent. Les valeurs tarifaires s'appuyaient sur les prix publiés pertinents, alors que la méthode utilisée par les États-Unis faisait manifestement appel à des sources commerciales. L'Inde a déclaré que le système en vigueur était fiable, neutre et transparent et que les valeurs tarifaires étaient ajustées à la hausse ou à la baisse en fonction des mouvements des cours internationaux.

23. Les États-Unis ont demandé la fréquence à laquelle les taux de droits appliqués étaient ajustés. À titre de réponse préliminaire, l'Inde a dit que les tendances des prix internationaux étaient analysées à un rythme hebdomadaire et que les prix de référence étaient révisés en conséquence.

h) États-Unis: Inde – Subventions à l'exportation de céréales

24. Les États-Unis ont indiqué que, lors de réunions précédentes du Comité, ils s'étaient inquiétés de la possibilité que l'Inde ait commencé à utiliser ses subventions à l'exportation pour commercialiser ses stocks croissants de blé et de riz. Comme les États-Unis n'avaient pas encore reçu de réponse, ils demandaient que l'Inde fournisse les précisions ci-après:

- i) L'Inde pouvait-elle confirmer que du blé et du riz achetés sur le marché intérieur étaient mis à la disposition des exportateurs à des prix inférieurs aux prix du marché mondial? L'Inde a rappelé qu'elle avait déjà confirmé dans la réponse à une question analogue posée par la Thaïlande à une réunion antérieure que la Société indienne des produits alimentaires achetait du blé et du riz au prix de soutien minimal annoncé par le gouvernement chaque année aux fins de distribution dans le cadre de divers dispositifs de lutte contre la pauvreté et de protection sociale, et dans le cadre des mécanismes de stocks régulateurs. Les éventuels stocks excédentaires disponibles pouvaient être achetés par des exportateurs ou par des négociants et des consommateurs nationaux au prix de vente sur le marché libre, qui était supérieur au prix auquel le blé et le riz étaient distribués dans le pays dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et d'autres systèmes de protection sociale.
- ii) L'Inde pouvait-elle confirmer qu'elle fournissait du blé et du riz achetés sur le marché intérieur aux exportateurs à des prix qui ne permettaient pas de recouvrer tous ses coûts d'achat? L'Inde a répondu qu'il n'y avait aucun lien entre les coûts d'achat et le prix de vente sur le marché libre auquel les exportateurs pouvaient acheter des stocks excédentaires.
- iii) Le prix à l'exportation était-il généralement offert sur le marché intérieur? L'Inde a réitéré que les exportateurs ou les négociants et les consommateurs nationaux pouvaient acheter des stocks excédentaires au prix de vente sur le marché libre.
- iv) L'Inde pouvait-elle répondre à l'observation qui avait été faite qu'elle semblait subventionner ses exportations de blé et de riz, bien qu'elle n'ait pas pris d'engagements spécifiques en matière de subventions à l'exportation pour ces produits? L'Inde a répondu que les subventions à l'exportation pour le blé et le riz étaient octroyées conformément aux droits et aux obligations découlant de l'article 9:4 lu conjointement avec l'article 9:1 d) et e) de l'Accord sur l'agriculture.
- v) L'Inde entendait-elle apporter des modifications à son programme d'exportations de blé ou de riz compte tenu des recommandations récentes du Ministère indien de l'alimentation au sujet de la politique en matière de céréales? L'Inde a répondu que la politique en vigueur était révisée de temps à autre et qu'elle restait déterminée à remplir ses obligations en vertu de l'Accord sur l'agriculture.

B. EXAMEN DES NOTIFICATIONS

a) Notifications au sujet desquelles des questions ont été soulevées avant la parution de l'aérogramme convoquant la réunion

25. Le Comité a examiné les notifications ci après, telles qu'elles figuraient sur la liste reproduite dans l'ordre du jour:

- i) notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:1): Chine (CHN/2) et Pologne (POL/57);
- ii) notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2): Bulgarie (BGR/9) et Chine (CHN/3);
- iii) notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5): Japon (JPN/84) et République tchèque (CZE/49 et CZE/50);

- iv) notifications concernant les engagements de soutien interne (tableau DS:1): Estonie (EST/10), Nicaragua (NIC/16) et Roumanie (ROM/20); et
- v) notifications concernant des mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de la réduction (tableau DS:2): Estonie (EST/11) et Lettonie (LVA/8).

26. Les points particuliers soulevés au sujet des notifications énumérées ci dessus et les réponses qui y avaient été apportées étaient résumés dans la première partie de l'annexe au présent rapport. Comme le Président l'avait indiqué lors de l'adoption de l'ordre du jour au sujet de la notification G/AG/N/CZE/49, l'Australie avait présenté à l'avance une question additionnelle concernant la sauvegarde spéciale fondée sur le volume pour certains produits laitiers qui figurait par erreur au regard de la notification G/AG/N/CZE/50 dans l'aérogramme. S'agissant de la notification G/AG/N/CZE/50, l'Australie avait demandé des renseignements sur la sauvegarde spéciale fondée sur le volume concernant la viande de porc et non les produits laitiers comme l'indiquait l'aérogramme. Les États-Unis ont retiré la question qu'ils avaient posée à la Chine concernant les prescriptions en matière de licences eu égard à la notification G/AG/N/CHN/2.

b) Notifications au sujet desquelles aucune question n'a été soulevée avant la parution de l'aérogramme convoquant la réunion

27. Le Comité a pris note des notifications ci après, qui avaient été distribuées avant la date de parution de l'avis annonçant la réunion en cours, mais au sujet desquelles aucune question n'avait été soulevée à cette date au titre des procédures de travail du Comité:

- i) notifications concernant l'administration des contingents tarifaires et autres (tableau MA:1): Israël (ISR/27/Corr.1) et Lituanie (LTU/1);
- ii) notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2): El Salvador (SLV/20) et Nicaragua (NIC/12 et NIC/14);
- iii) notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5): Afrique du Sud (ZAF/49), Canada (CAN/51), El Salvador (SLV/18), Japon (JPN/84/Corr.1 et JPN/85), Nicaragua (NIC/13), Roumanie (ROM/18) et Taipei chinois (TPKM/11);
- iv) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (tableau DS:1): Afrique du Sud (ZAF/47), El Salvador (SLV/19), Lettonie (LVA/7/Rev.1), Nicaragua (NIC/11) et Slovaquie (SVN/25/Corr.1);
- v) notifications concernant les engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): Afrique du Sud (ZAF/48), El Salvador (SLV/17), Honduras (HND/14 et HND/15), Japon (JPN/86), Jordanie (JOR/4), Nicaragua (NIC/15), Pérou (PER/6) et Roumanie (ROM/19);
- vi) notifications concernant les prohibitions et restrictions à l'exportation (tableau ER:1): Bulgarie (BGR/10).

c) Notifications distribuées ou mises à la disposition des délégations après la parution de l'aérogramme convoquant la réunion

28. Le Comité a procédé à un examen préliminaire de la notification ci après, qui serait également examinée en détail à la réunion suivante conformément au paragraphe 9 de ses procédures de travail (G/AG/1):

- i) notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2): Nicaragua (NIC/14/Corr.1).

d) Points concernant des notifications soulevés aux réunions précédentes

29. Aucune discussion n'a eu lieu sur ce point de l'ordre du jour.

e) Contre-notifications (article 18:7 de l'Accord)

30. Le Comité a pris note de ce que aucune contre-notification n'avait été reçue en application de l'article 18:7 de l'Accord.

f) Réponses non fournies concernant les questions soulevées dans le cadre du processus d'examen

31. Le résumé de la réponse non fournie reçue d'Israël concernant la notification selon le tableau MA:1 (G/AG/N/ISR/27) est reproduit dans la deuxième partie de l'annexe au présent rapport.

32. Comme suite à la réunion de novembre, le Secrétariat a reçu les réponses non encore fournies de la Hongrie au titre de l'article 18:6 de l'Accord concernant la question Argentine – Hongrie: Sous-utilisation des contingents tarifaires et du Nicaragua concernant sa notification selon le tableau DS:1 (G/AG/N/NIC/16). Ces réponses sont reproduites dans la deuxième partie de l'annexe au présent rapport.

g) Notifications tardives

33. Le Comité a pris note du document de salle daté du 19 novembre 2003 mis à la disposition des délégations par le Secrétariat et faisant le point sur le respect des obligations en matière de notification.

34. Concernant ce document de séance, la Roumanie a demandé que sa notification selon le tableau ES:2 pour les années civiles 2000, 2001 et 2002 y figure. L'Argentine s'est dite préoccupée par le retard avec lequel les Membres ayant pris des mesures de soutien interne notifiaient ces mesures au Comité. L'Argentine a demandé instamment que des progrès soient faits à cet égard.

h) Addenda aux notifications sous la forme du tableau MA:1

35. Le Comité a pris note que les Membres administrant des contingents tarifaires nommés ci-après avaient présenté les addenda voulus aux notifications du tableau MA:1 conformément à la Décision du Conseil général de décembre 2000 (voir le paragraphe 1.1 du document WT/L/384): Australie; Canada; Communautés européennes; États-Unis; Hongrie; Japon; Lettonie; Nouvelle-Zélande; Norvège; République tchèque; Slovaquie; Suisse; et Thaïlande. Le Président a prié instamment les Membres administrant des contingents tarifaires qui ne l'auraient pas fait de fournir leurs addenda aux notifications sous la forme du tableau MA:1, conformément à la Décision du Conseil général (WT/L/384).



## DEUXIEME PARTIE: AUTRES QUESTIONS RELEVANT DE LA COMPETENCE DU COMITE

### A. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 10:2 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE CONCERNANT L'ELABORATION DE DISCIPLINES CONVENUES AU NIVEAU INTERNATIONAL POUR REGIR L'OCTROI DE CREDITS A L'EXPORTATION, DE GARANTIES DE CREDIT A L'EXPORTATION OU DE PROGRAMMES D'ASSURANCE (G/AG/16, SECTION A)

36. L'Argentine a rappelé la déclaration qu'elle avait faite au titre de ce point à l'ordre du jour à la réunion de septembre du Comité (G/AG/R/36, paragraphe 35).

### B. EXERCICE ANNUEL DE SURVEILLANCE DE LA SUITE DONNEE A LA DECISION MINISTERIELLE DE MARRAKECH SUR LES MESURES CONCERNANT LES EFFETS NEGATIFS POSSIBLES DU PROGRAMME DE REFORME SUR LES PAYS LES MOINS AVANCES ET LES PAYS EN DEVELOPPEMENT IMPORTATEURS NETS DE PRODUITS ALIMENTAIRES, Y COMPRIS LA SUITE DONNEE AUX RECOMMANDATIONS DU COMITE ADOPTEES PAR LE CONSEIL GENERAL (G/AG/16, SECTION B)

37. Le Comité a pris note des notifications ci-après, présentées selon le tableau NF:1, qui lui étaient parvenues depuis le précédent exercice annuel de surveillance de la Décision sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, en novembre 2002: Afrique du Sud (G/AG/N/ZAF/50), Argentine (G/AG/N/ARG/21), Australie (G/AG/N/AUS/51), Brésil (G/AG/N/BRA/20), Canada (G/AG/N/CAN/52), CE (G/AG/N/EEC/46), Cuba (G/AG/N/CUB/22), États-Unis (G/AG/N/USA/46), Japon (G/AG/N/JPN/87) et Suisse (G/AG/N/CHE/30). La Nouvelle-Zélande a informé le Comité qu'elle présenterait sous peu une mise à jour de la notification selon le tableau NF:1.

38. Une révision de la note d'information du Secrétariat visant à faciliter l'exercice annuel de surveillance a été publiée dans le document G/AG/W/42/Rev.6 daté du 31 octobre 2003. Les contributions faites au titre de ce point de l'ordre du jour par les organisations ayant le statut d'observateur (FAO, FMI, Conseil international des céréales et Banque mondiale) ont été distribuées sous couvert du document G/AG/GEN/64 daté du 5 décembre 2003.

39. Pour ce qui était des déclarations du FMI et de la Banque mondiale, Cuba et les États-Unis se félicitaient des initiatives prises par ces institutions visant à atténuer les effets négatifs possibles de la libéralisation multilatérale des échanges sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (PDINPA). De son côté, Cuba a jugé important que les initiatives multilatérales prises dans le cadre de la Décision de Marrakech sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, notamment les propositions autres que celle tendant à la création d'un fonds autorenouvelable, visent l'intégralité de la liste des PDINPA établie par l'OMC. L'Égypte a demandé des précisions concernant le détail du programme d'assistance renforcée de la Banque mondiale tendant à aider les pays à s'acquitter des nouveaux engagements contractés dans le cadre du Cycle de Doha (G/AG/GEN/64, page 18). Les CE ont invité les organisations observatrices, en particulier la Banque mondiale, à envisager de fournir une assistance dans le cadre de l'Initiative sectorielle sur le coton du Bénin, du Burkina Faso, du Tchad et du Mali.

### C. CONSULTATION ANNUELLE AU TITRE DE L'ARTICLE 18:5 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE CONCERNANT LA PARTICIPATION DES MEMBRES A LA CROISSANCE NORMALE DU COMMERCE MONDIAL DES PRODUITS AGRICOLES DANS LE CADRE DES ENGAGEMENTS EN MATIERE DE SUBVENTIONS A L'EXPORTATION AU TITRE DE L'ACCORD (G/AG/W/32/REV.6)

40. Pour ce qui était de la note d'information statistique du Secrétariat (G/AG/W/32/Rev.6), l'Argentine a observé que pour un certain nombre de produits, comme le blé et la farine de blé, et pour

certaines années, une part relativement importante du marché mondial était attribuée au "reste du monde". Il serait utile dans ces cas de disposer d'une ventilation plus précise des données et de désigner les autres exportateurs dont les exportations étaient notables.

41. Les CE ont observé qu'une part croissante des exportations mondiales était absorbée par des pays autres que les CE et les États-Unis. Par exemple, depuis 1995, les exportations d'autres pays avaient augmenté d'environ 30 pour cent pour le blé, 20 pour cent pour le sucre, 25 pour cent pour le riz et 11 pour cent pour le lait en poudre. De l'avis des CE, c'était une évolution favorable qui montrait que les autres Membres avaient réellement bénéficié de la libéralisation des échanges résultant du Cycle d'Uruguay. Pour ce qui était de l'aide alimentaire, les CE ont indiqué que cela faisait un certain temps qu'elles demandaient que des règles soient établies pour la régir. Lorsque de gros volumes de produits étaient mis sur les marchés internationaux dans le cadre de l'aide alimentaire, il se produisait généralement une chute des prix sur le marché mondial, même si les États-Unis faisaient valoir que, lorsque les prix étaient bas, il revenait moins cher de mettre de plus gros volumes d'aide alimentaire sur le marché. De l'avis des CE, ce cas illustrait bien la raison pour laquelle il fallait des règles et des critères dans ce domaine.

42. L'Australie a dit que nonobstant les observations des CE les marchés internationaux de nombreux produits agricoles présentaient toujours de fortes distorsions et des progrès importants devaient être faits pour permettre aux Membres qui jouissaient d'un avantage comparatif pour la production de ces produits de tirer parti des échanges.

D. QUESTIONS SOULEVEES AU TITRE DES "AUTRES QUESTIONS"

a) Rapport annuel au Conseil du commerce des marchandises

43. Conformément aux pratiques du Comité lors des années précédentes, le Président avait distribué, avant la réunion en cours, un bref rapport factuel destiné au Conseil du commerce des marchandises concernant les travaux du Comité au cours de l'année 2003, afin de faciliter l'examen de cette question. Le Comité a pris note du rapport et est convenu de le présenter au Conseil général sous la responsabilité du Président (G/L/662 daté du 21 novembre 2003).

b) Date de la prochaine réunion

44. La prochaine réunion ordinaire du Comité de l'agriculture se tiendra le jeudi 25 mars 2004. L'aérogamme convoquant cette réunion et contenant l'ordre du jour provisoire sera publié le lundi 15 mars 2003.

## ANNEXE

<u>Première partie</u>	<u>Examen des notifications effectué par le Comité de l'agriculture le 20 novembre 2003</u>	<u>Page</u>
i)	<u>administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:1): Chine (CHN/2) et Pologne (POL/57)</u>	12
ii)	<u>notifications concernant les importations relevant de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2): Bulgarie (BGR/9) et Chine (CHN/3)</u>	14
iii)	<u>notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5): Japon (JPN/84) et République tchèque (CZE/49 et CZE/50)</u>	17
iv)	<u>notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (tableau DS:1): Estonie (EST/10), Nicaragua (NIC/16) et Roumanie (ROM/20)</u>	18
v)	<u>Notifications concernant des mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de réduction (tableau DS:2): Estonie (EST/11) et Lettonie (LVA/8)</u>	22
 <u>Deuxième partie</u>	 <u>Réponses non fournies concernant les questions soulevées dans le cadre du processus d'examen</u>	
i)	réponse fournie par la Hongrie en application de l'article 18:6 de l'Accord concernant la question Argentine – Hongrie: Sous-utilisation des contingents tarifaires (Voir le document G/AG/R/37, page 2)	23
ii)	réponse fournie par Israël concernant l'administration des contingents tarifaires: ISR/27 (Voir le document G/AG/R/35, page 9)	23
iii)	réponse fournie par le Nicaragua concernant les engagements en matière de soutien interne: NIC/16 (Voir le document G/AG/R/37, page 18)	23
 <b>Appendice</b>	 Données communiquées par l'Argentine en application de l'article 18:6 de l'Accord concernant la question Argentine - Hongrie: Sous-utilisation des contingents tarifaires	   24

## ANNEXE - PREMIÈRE PARTIE

Examen des notifications effectué par le Comité de l'agriculture le 20 novembre 2003

Résumé des points spécifiques soulevés et des réponses qui y ont été apportées

### Notifications selon le tableau MA:1

Chine G/AG/N/CHN/2 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>États-Unis –</p> <p><u>Trafic de perfectionnement</u>: Les États-Unis ont demandé des précisions concernant le statut des produits importés entrant dans des zones sous douane ou des zones franches industrielles d'exportation. L'article 9 des nouvelles règles de la Chine en matière de contingents tarifaires pour 2004 exempte ces produits de l'obligation d'obtenir des certificats de contingent tarifaire. Or les articles 27 et 20 semblent contredire cette disposition.</p> <p>Les États-Unis ont demandé qu'il leur soit confirmé s'il fallait ou non obtenir un certificat de contingent tarifaire pour importer dans des zones sous douane et/ou des zones franches industrielles d'exportation, et dans l'affirmative, pour quelle raison dans la mesure où ces produits semblaient destinés à être transformés et réexportés ultérieurement.</p> <p><u>Transparence</u>: Les États-Unis se sont de nouveau inquiétés de l'engagement pris par les autorités administratives chinoises (Ministère du commerce et Commission d'État pour le développement et la réforme (SDRC)) de fournir des données commerciales sur les détenteurs de contingents, comme le prévoyaient les notes liminaires de l'Accord d'accession (première partie, section 1-B de la Liste CLII), et dans les règles en matière de contingents tarifaires récemment révisées pour 2004.</p> <p>Ils ont demandé confirmation de l'engagement pris par la Chine de faciliter la divulgation de ces données sur demande.</p> <p><u>Attributions de contingents tarifaires en fonction de la nature de l'entreprise</u>: Les États-Unis ont réitéré la demande de renseignements présentée à la réunion de septembre du Comité de l'agriculture au sujet de la composition des titulaires de contingents tarifaires par type d'entreprise (entreprises publiques, entreprises autres que publiques, entreprises à participation étrangère, etc.).</p>	<p>La section 2 de l'article 9 des <i>Mesures intérimaires concernant l'administration du contingent tarifaire pour l'importation de produits agricoles (Mesures intérimaires)</i> dispose clairement que "l'importation de produits dans les entrepôts en douane, les zones sous douane et les zones franches industrielles d'exportation n'est pas assujettie à l'obtention d'un certificat de contingent tarifaire pour les produits agricoles".</p> <p>La Chine a confirmé que le ministère chinois compétent était prêt à fournir, sur demande, des données sur les entreprises ayant donné leur autorisation au gouvernement à cet effet. Parmi ces renseignements pouvaient figurer le nom et la nature de l'entreprise ainsi que les volumes de contingents tarifaires obtenus par attribution ou réattribution.</p> <p>Les règles de la Chine en matière de contingents tarifaires disposent que les mêmes critères de mise en œuvre et d'attribution s'appliquent à toutes les entreprises quelle que soit leur nature. Comme de nombreuses entreprises chinoises font l'objet de restructurations comme suite aux réformes engagées dans le pays, il est impossible de compiler des statistiques d'attribution de contingents tarifaires par type d'entreprise ou de fournir la composition des titulaires de contingents par type.</p>

<b>Chine G/AG/N/CHN/2 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p><u>Autres questions:</u> Les États-Unis ont redemandé ce qui justifiait les règles spéciales afférentes aux attributions et réattributions de contingents tarifaires selon la méthode "contractuelle" et selon la méthode "premier arrivé, premier servi" (articles 10, 12, 13, 15, 24 et 26 des <i>Mesures intérimaires</i>).</p>	<p>Ces articles décrivent le concept de "méthode contractuelle selon le principe premier arrivé, premier servi" et non deux méthodes séparées, la "méthode contractuelle" et la méthode "premier arrivé, premier servi". En pratique, seule l'attribution des contingents tarifaires pour la laine et les peignés de laine est assujettie à la "méthode contractuelle selon le principe premier arrivé, premier servi".</p>

<b>Pologne G/AG/N/POL/57 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p>Canada – A constaté que des modifications avaient été apportées à la méthode d'attribution de nombreux contingents tarifaires "en fonction de la quantité demandée". A demandé qu'on lui explique de quelle manière cette méthode d'attribution permettait à la part de contingent correspondant à chaque permis d'importation d'être économiquement viable, étant entendu que, par ailleurs, le contingent était divisé en quatre parts trimestrielles égales.</p>	<p>Ces modifications assurent un accès large et non discriminatoire aux importateurs de contingents tarifaires dans les cas où la demande est supérieure aux volumes de contingents tarifaires; le principe de proportionnalité s'applique seulement dans ces cas. Le coefficient est calculé par l'Office des marchés agricoles et publié dans son journal et sur son site Web. Dans les cas où il n'y a que quelques requérants, cette information leur est également communiquée directement.</p>

## Notifications selon le tableau MA:2

<b>Bulgarie G/AG/N/BGR/9 Utilisation du contingent tarifaire (tableau MA:2)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p>États-Unis – Ont demandé des explications au sujet de la très nette sous-utilisation des contingents tarifaires de plusieurs produits y compris la viande bovine de haute qualité (02013000, 0202300), les morceaux et abats de volaille congelés (020714), le froment (blé) et le méteil (10019000), les farines de froment (blé) ou de méteil (11010000), l'huile de tournesol (12060091), la gomme à mâcher, les extraits et bonbons liquoreux, et autres sucreries (1704), le chocolat présenté en tablettes et autres préparations contenant du chocolat (1806).</p>	<p>Aucune mesure n'est appliquée qui puisse constituer un obstacle aux importations dans le cadre du contingent. L'utilisation des contingents tarifaires est fonction du marché. Le principe "premier arrivé, premier servi" s'applique aux importations dans le cadre du contingent.</p> <p>Les facteurs pouvant expliquer la sous-utilisation des contingents tarifaires varient d'un produit à l'autre. Une production locale existe pour la plupart des produits.</p> <p><u>Gomme à mâcher, extraits et bonbons liquoreux, et autres sucreries, chocolat présenté en tablettes et autres préparations contenant du chocolat</u></p> <p>Certains investisseurs étrangers en Bulgarie préfèrent produire pour le marché intérieur et/ou exporter et ne s'intéressent pas à l'importation.</p> <p><u>Farines de froment (blé) ou de méteil et huile de tournesol</u></p> <p>En 2002, la Bulgarie a appliqué des taux de droits NPF inférieurs ou égaux aux engagements inscrits en matière de taux de droit contingentaire.</p> <p><u>Froment (blé) et méteil</u></p> <p>Depuis 1999, la Bulgarie admet ces produits en franchise de droits dans le cadre d'un contingent tarifaire autonome appliqué chaque année; toutefois, le volume de 150 000 tonnes d'importations par an n'a pas été atteint.</p>
<p>Ont demandé si le taux de droit contingentaire était "minimal" pour certains des articles, y compris les morceaux et abats de volaille congelés, et si la Bulgarie avait envisagé de réduire ce droit pour assurer des possibilités d'importation.</p>	<p>La Bulgarie n'entend pas réduire les taux de droits contingentaires de manière autonome.</p>

Bulgarie G/AG/N/BGR/9 Utilisation du contingent tarifaire (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p><i>Question complémentaire des États-Unis – Ont demandé qu'il leur soit confirmé qu'aucun obstacle à l'importation n'était en place et que la production locale pouvait être l'un des facteurs de sous-utilisation.</i></p> <p><i>Ont demandé si les prix locaux de ces produits équivalaient aux prix du marché mondial ou s'il y avait une différence, par exemple une prescription en matière de prix minimaux..</i></p>	<p>Les prix intérieurs, c'est-à-dire ceux offerts pour la vente en gros, la vente au détail ou ceux cotés à la bourse de commerce, sont fonction de l'offre et de la demande. Le régime d'importation libéral appliqué par la Bulgarie assure une pression concurrentielle sur le marché intérieur.</p> <p>Les prix locaux de la viande de bœuf et de poulet sont comparables aux prix internationaux. Ces dernières années, les prix intérieurs pour le blé et les graines de tournesol ont augmenté. Les prix des préparations contenant du chocolat sur le marché intérieur sont légèrement inférieurs aux prix en vigueur sur les marchés de la plupart des pays développés.</p> <p>Aucune prescription en matière de prix minimaux ne s'applique.</p>

Chine G/AG/N/CHN/3 Utilisation du contingent tarifaire (tableau MA:2)						
Points soulevés par d'autres Membres		Réponse du Membre présentant la notification				
Australie – Des précisions ont été demandées concernant la division des contingents chinois pour la laine et le coton entre le commerce général et le trafic de perfectionnement en 2002.		En 2002, les contingents pour la laine étaient de 170 000 tonnes pour le commerce général et de 94 500 tonnes pour le trafic de perfectionnement. Les contingents pour le coton étaient de 318 500 tonnes pour le commerce général et de 500 000 tonnes pour le trafic de perfectionnement.				
L'Australie a demandé quelle part des importations totales dans le cadre des contingents pour la laine et le coton était absorbée par le commerce général et le trafic de perfectionnement.		Total des importations dans le cadre du contingent (en tonnes)	Volumes alloués au commerce général (en tonnes)	% du total	Volumes alloués au trafic de perfectionnement (en tonnes)	% du total
	Laine	192 000	115 000	59,9	43 000	22,4
	Coton	177 000	42 000	23,7	133 000	75,1
L'Australie a demandé si, en 2002, la Chine avait réattribué au trafic de perfectionnement un quelconque contingent concernant la laine ou le coton alloué au commerce général et non utilisé, ou vice versa.		La Chine n'a pas transféré de contingent quelconque de laine ou de coton non utilisé du commerce général au trafic de perfectionnement ou vice versa car ni les contingents pour le commerce général ni ceux pour le trafic de perfectionnement n'ont été complètement utilisés.				
<i>Observation complémentaire de l'Australie: A souligné que le problème principal pour l'Australie était la division des contingents (en particulier pour la laine et le coton) entre le trafic de perfectionnement et le commerce général pour les produits soumis à contingentement, laquelle influe sur la capacité d'exportation de la Chine.</i>						

<b>Chine G/AG/N/CHN/3 Utilisation du contingent tarifaire (tableau MA:2)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p>Japon – A constaté les faibles taux d'utilisation pour la plupart des produits notifiés (le taux maximal était de 72,2 pour cent pour la laine), en particulier pour le maïs, le riz, le blé et l'huile de colza (0,2 pour cent, 5,9 pour cent, 7,5 pour cent et 8,9 pour cent, respectivement). A demandé les renseignements ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- importations dans le cadre du contingent par le biais d'entreprises commerciales d'État et d'entreprises commerciales non étatiques respectivement (pour tous les produits notifiés);</li> <li>- motifs des faibles taux d'utilisation pour les importations dans le cadre du contingent par le biais d'entreprises commerciales d'État et d'entreprises commerciales non étatiques respectivement (pour tous les produits notifiés).</li> </ul>	<p>Les entreprises commerciales d'État peuvent importer des produits soumis à contingentement tarifaire en utilisant leurs propres contingents tarifaires ou en servant d'agents à d'autres détenteurs de contingents. Les entreprises commerciales non étatiques détentrices de contingents peuvent confier les importations à des d'entreprises commerciales d'État ou d'autres entreprises ayant des droits de commercialisation. Les entreprises commerciales non étatiques détentrices de contingents peuvent aussi importer des produits de manière autonome. Les statistiques demandées ne sont donc pas disponibles.</p> <p>La demande a été généralement faible pour les produits importés du fait d'une baisse des prix intérieurs pendant la même période.</p>
<p>Thaïlande – A demandé pourquoi le contingent tarifaire pour le riz (5,94 pour cent) était à ce point sous-utilisé.</p>	<p>Le prix du riz sur le marché intérieur est inférieur au prix mondial. La demande de riz parfumé thaïlandais a été relativement faible et il n'y a pratiquement pas eu de demande pour les autres types de riz étranger sur le marché intérieur.</p>
<p>États-Unis – Ont constaté la sous-utilisation des contingents tarifaires du maïs et du riz et ont demandé des explications concernant leur administration.</p>	<p>En 2003, la Chine a attribué des contingents tarifaires agricoles conformément au calendrier et au volume auxquels elle s'était engagée et qu'elle avait communiqués dans les <i>Mesures intérimaires</i>. La plupart des utilisateurs finaux ont obtenu des parts de contingents pour le maïs et le riz mais ne les ont pas utilisés. Avant la réattribution, 4 979 000 tonnes des contingents tarifaires du maïs avaient été restituées, dont seulement 110 120 tonnes ont fait ultérieurement l'objet de demandes. Ainsi, toutes les demandes ont été satisfaites. Pour le riz, la part de contingent tarifaire restituée s'est élevée à 2 586 896 tonnes, dont seulement 920 000 tonnes ont fait ultérieurement l'objet de demandes et toutes les demandes ont été satisfaites.</p> <p>Si des parts de contingents tarifaires pour le maïs et le riz ont été restituées, et de faibles taux d'utilisation enregistrés, c'est que les utilisateurs finaux n'ont pas importé en raison de la baisse des prix intérieurs et d'une offre abondante.</p>



<b>Chine G/AG/N/CHN/3 Utilisation du contingent tarifaire (tableau MA:2)</b>																	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>																
États-Unis (suite) – Ont demandé les quantités totales et moyennes attribuées aux bénéficiaires de contingents tarifaires.	<p>Les quantités moyennes par produit étaient les suivantes:</p> <table> <tr> <td>blé:</td><td>42 400 tonnes</td></tr> <tr> <td>maïs:</td><td>29 000 tonnes</td></tr> <tr> <td>riz:</td><td>22 600 tonnes</td></tr> <tr> <td>huile de soja:</td><td>7 292 tonnes</td></tr> <tr> <td>huile de colza:</td><td>5 468 tonnes</td></tr> <tr> <td>huile de palme:</td><td>2 092 tonnes</td></tr> <tr> <td>sucre:</td><td>14 769 tonnes</td></tr> <tr> <td>coton:</td><td>1 497 tonnes</td></tr> </table>	blé:	42 400 tonnes	maïs:	29 000 tonnes	riz:	22 600 tonnes	huile de soja:	7 292 tonnes	huile de colza:	5 468 tonnes	huile de palme:	2 092 tonnes	sucre:	14 769 tonnes	coton:	1 497 tonnes
blé:	42 400 tonnes																
maïs:	29 000 tonnes																
riz:	22 600 tonnes																
huile de soja:	7 292 tonnes																
huile de colza:	5 468 tonnes																
huile de palme:	2 092 tonnes																
sucre:	14 769 tonnes																
coton:	1 497 tonnes																

## Notifications selon les tableaux MA:3 à MA:5

Japon G/AG/N/JPN/84 Sauvegarde spéciale fondée sur le volume (tableau MA:3)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie – S'agissant des prescriptions en matière de transparence énoncées à l'article 5:7, l'Australie a demandé le montant du droit prélevé (y compris sa méthode de calcul).	39,67 yen/kg, un tiers du taux hors contingent (119 yen/kg), qui sera maintenu du 1 <sup>er</sup> octobre 2003 au 31 mars 2004. Cette mesure est totalement conforme à l'article 5:4.
<i>Question complémentaire de l'Argentine: Compte tenu de l'article 5:2, a demandé si le droit était prélevé sur les produits soumis à contingentement tarifaire.</i>	Le droit est prélevé exclusivement sur les importations hors contingent.

République tchèque G/AG/N/CZE/49 Sauvegarde spéciale fondée sur le volume (tableau MA:3)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie – S'agissant des prescriptions en matière de transparence énoncées à l'article 5:7, l'Australie a demandé le montant du droit prélevé (y compris sa méthode de calcul) pour les produits ci-après:	Le montant des droits additionnels a été calculé conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord sur l'agriculture (à un niveau qui n'excède pas un tiers du niveau du droit de douane proprement dit applicable pendant l'année où la mesure est prise) et s'établit comme suit:
<u>Viandes et abats comestibles des volailles des espèces domestiques</u>	14,3 pour cent;
<u>Beurre et autres matières grasses provenant du lait, pâtes à tartiner laitières</u>	22,6 pour cent.

République tchèque G/AG/N/CZE/50 Sauvegarde spéciale fondée sur le volume (tableau MA:3)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie – S'agissant des prescriptions en matière de transparence énoncées à l'article 5:7, l'Australie a demandé le montant du droit prélevé (y compris sa méthode de calcul) pour le produit ci-après:	Le montant des droits additionnels a été calculé conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord sur l'agriculture (à un niveau qui n'excède pas un tiers du niveau du droit de douane proprement dit applicable pendant l'année où la mesure est prise) et s'établit comme suit:
<u>Viandes des animaux de l'espèce porcine, fraîches, réfrigérées ou congelées</u>	12,8 pour cent.

Notifications selon le tableau DS:1

Estonie G/AG/N/EST/10 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Australie/Nouvelle-Zélande – <u>Annexe 2, paragraphe 11 – Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen d'aides à l'investissement</u></p> <p>Les deux pays ont constaté l'augmentation à hauteur de 156,43 millions de couronnes estoniennes (11,5 millions de dollars États-Unis) du Programme spécial d'aide à l'agriculture et au développement rural (SAPARD) depuis la notification précédente de l'Estonie et ont demandé qu'il leur soit confirmé que cela était conforme aux critères énoncés au paragraphe 11 de l'Annexe 2, en particulier ceux relatifs au découplage (paragraphe 11 b) et c)). Ils ont demandé si le programme ne serait maintenu que pour la période de temps nécessaire à l'accomplissement de son objectif déclaré.</p> <p>Les deux pays ont demandé que leur soit confirmée l'exactitude du titre "Special Accession Programme for Agriculture and Rural Development", le programme ayant été précédemment notifié comme "Special Assistance Programme for Agriculture and Rural Development".</p>	<p>Le programme SAPARD est un programme d'aide à la préadhésion de l'UE pour l'agriculture et le développement rural des pays candidats de l'UE. Le Règlement n° 1268/1999 du Conseil européen porte création du cadre de la SAPARD.</p> <p>Le programme est clairement défini, limité dans le temps et en matière de ressources. Les versements ne sont pas fonction ni établis sur la base du type ou du volume de la production ni sur la base des prix intérieurs ou internationaux. Les versements sont limités au montant requis pour compenser le désavantage structurel, et ne prescrivent ni ne désignent d'aucune façon les produits à produire. La conformité aux critères de l'annexe 2, paragraphe 11, en particulier les alinéas b) et c), est ainsi confirmée.</p> <p>Intitulé confirmé. La présente notification donne l'intitulé officiel corrigé du programme SAPARD: Special Accession Programme for Agriculture and Rural Development (Programme spécial d'adhésion pour l'agriculture et le développement rural).</p>
<p>Australie – A demandé des exemples des types de projets que les CE ont financés dans le cadre du programme SAPARD qui remplissent l'objectif d'"accroissement de la compétitivité de l'agriculture" (voir <a href="http://www.erda.ee/english/newsletters/2_structuralfunds_preparation.html">http://www.erda.ee/english/newsletters/2_structuralfunds_preparation.html</a>).</p>	<p>Les investissements dans le cadre du programme SAPARD visent à mettre la production agricole en conformité avec les prescriptions de l'UE, compte tenu des priorités ci-après qui figurent dans le Programme de développement rural de l'Estonie:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aider le secteur agricole et l'industrie de transformation à satisfaire aux prescriptions vétérinaires, phytosanitaires, en matière d'hygiène, d'environnement et de protection animale;</li> <li>- diversifier les activités rurales en maintenant les emplois existants et en en créant de nouveaux (concerne principalement les personnes quittant l'agriculture traditionnelle);</li> <li>- mettre en place des infrastructures sociales et physiques en milieu rural afin d'assurer de meilleures conditions de vie et d'activité commerciale;</li> <li>- rénover et développer les villages et protéger/maintenir le patrimoine culturel des zones rurales;</li> <li>- stabiliser et améliorer l'environnement pour assurer la viabilité des zones rurales.</li> </ul>

<b>Estonie G/AG/N/EST/10 Soutien interne (tableau DS:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p>Nouvelle Zélande – <u>Programme de garanties de prêts</u></p> <p>Conformité avec les critères de la catégorie verte.</p>	<p>Les garanties de prêts aux entrepreneurs ruraux sont offertes par la Fondation du développement rural qui accorde des garanties supplémentaires aux emprunts contractés par les agriculteurs et les entrepreneurs ruraux. Comme la production agricole n'a cessé de décroître et que les biens fonciers ne sont pas encore acceptés comme hypothèque par les institutions financières, cette garantie supplémentaire devient nécessaire si la caution proposée par l'entrepreneur n'est pas suffisante.</p> <p>Dans ce domaine, l'Estonie doit parer à une incapacité du marché du fait que les banques commerciales n'offrent pas ce type de service aux secteurs ruraux. C'est pourquoi une fondation publique est chargée de cette activité, les prêts étant octroyés au taux d'intérêt moyen offert sur le marché.</p> <p>Comme l'attestent leur objectif, les programmes de garanties de prêts sont conformes à l'Annexe 2, paragraphe 11 b), c), e) et f) – les versements d'aide ne sont fonction ni établis sur la base du type ou du volume de la production ou des prix, intérieurs ou internationaux. Ces versements ne comportent ni obligation ni indication d'aucune sorte quant aux produits agricoles devant être produits, et ils sont limités au montant requis pour compenser le désavantage structurel.</p>

<b>Nicaragua G/AG/N/NIC/16 Soutien interne (tableau DS:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p>Australie – A proposé que les titres de paragraphe de l'Annexe 2 soient repris dans la liste des programmes relatifs aux Services de caractère général et que les mêmes intitulés soient utilisés pour les mêmes programmes lors de la présentation des notifications ultérieures pour faciliter l'identification des nouveaux programmes en cours d'établissement qui pourraient nécessiter un examen particulier par le Comité.</p>	<p>À communiquer.</p>

Roumanie G/AG/N/ROM/20 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<b>Catégorie verte</b>	
<p>Australie – <u>Annexe 2, paragraphe 2 g) – Services d'infrastructure</u></p> <p>L'Australie a demandé des explications concernant la forte augmentation (de près du double) des dépenses.</p> <p>Elle a demandé si ces versements accrus répondaient aux critères énoncés à l'Annexe 2, paragraphe 2 g), à savoir que ces dépenses étaient uniquement destinées à construire des équipements et non à subventionner des installations terminales au niveau des exploitations ni des intrants.</p>	<p>Étant donné les changements climatiques observés ces dernières années, la Roumanie a mis en œuvre un programme de réfection du réseau national d'irrigation.</p> <p>Les dépenses budgétaires étaient exclusivement allouées à la réfection du réseau national d'irrigation et leur accroissement résultait de l'élargissement de la desserte du réseau.</p>
<p>Nouvelle-Zélande - "<u>Versements directs aux producteurs</u>" et "<u>Subventions pour les intrants généraux</u>"</p> <p>A demandé pourquoi ces mesures étaient systématiquement notifiées comme appartenant à la catégorie verte et si elles étaient conformes à la prescription fondamentale de l'Annexe 2, à savoir que ces mesures n'étaient pas liées à la production et que leurs effets de distorsion sur les échanges devaient être nuls ou, au plus, minimes.</p>	<p>Conformément à la quatrième partie de la Liste de la Roumanie, les "Versements directs aux producteurs" et "Subventions pour les intrants généraux" sont des mesures de la catégorie verte.</p> <p>Ces mesures s'insèrent dans les programmes nationaux visant au maintien et à l'amélioration du matériel biologique d'origine animale et végétale et sont donc pleinement conformes aux prescriptions fondamentales de l'Annexe 2.</p>
<b>Catégorie orange</b>	
<p>Australie – A noté l'introduction de 13 nouveaux produits bénéficiant d'un soutien des prix du marché. A demandé les raisons sous-tendant cet important changement de politique et s'il y avait un lien entre le nouveau programme et l'élimination des subventions à l'achat d'intrants autres que par produit.</p>	<p>La fourniture d'un appui spécifique aux produits agricoles figure parmi les objectifs permanents de la politique agricole roumaine.</p> <p>Si peu de produits agricoles ont bénéficié d'un soutien en 2002, c'est faute de moyens financiers du fait du taux de croissance négatif enregistré pour la période 1997-1999. Bien que la faible croissance enregistrée en 2001 se soit soldée par une légère hausse des ressources budgétaires, ces dernières n'ont pas été suffisantes pour la mise en œuvre de toutes les mesures prévues par le programme de réforme agricole.</p> <p>Compte tenu de tous ces facteurs et des résultats négatifs pour l'année agricole 2002, dus principalement à la sécheresse, les priorités régissant la fourniture d'un soutien financier ont été réexaminées. Ainsi, en 2002, l'attribution de ressources au soutien autre que par produit a été suspendu en faveur du soutien par produit. Même dans ces conditions, le soutien accordé pendant l'année 2002 est très inférieur au niveau <i>de minimis</i>.</p>

Roumanie G/AG/N/ROM/20 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Nouvelle-Zélande – Raison pour laquelle la Roumanie a changé de méthode de calcul, passant de la MGS à la MES.</p> <p>L'article 1 a) ii) dispose que, pour le calcul de la MGS, il faut utiliser la même méthode que celle employée dans la Partie IV de la Liste du Membre. L'Annexe 4, paragraphe 1, dispose que la MES n'est calculée que dans les cas où le calcul de la MGS n'est pas réalisable.</p> <p>En d'autres termes, pour le calcul de la MGS, la Roumanie devrait utiliser la même méthode que lors de l'établissement de sa Liste, à savoir la méthode de la MGS. L'utilisation d'une méthode uniforme pour le calcul de la MGS d'un pays permet de comparer avec exactitude les niveaux de dépense d'une année sur l'autre. La Roumanie a précédemment chiffré ses dépenses de soutien interne au moyen de la méthode de calcul de la MGS.</p>	<p>La Roumanie a observé que, lors du Cycle d'Uruguay, elle avait opté pour des engagements <i>de minimis</i> comme il était impossible de réunir toutes les données nécessaires pour le calcul de la MGS. Il en est toujours de même. La notification de la Roumanie se fonde sur cette réalité et sur ce choix.</p> <p>Une erreur s'est glissée dans la notification; elle sera rectifiée par le biais d'un corrigendum dans lequel les tableaux explicatifs DS:4 et DS:8 seront remplacés par les tableaux explicatifs DS:4, DS:5 et DS:7 (G/AG/N/ROM/20/Corr.1 daté du 15 décembre 2003).</p>

Notifications selon le tableau DS:2

Estonie G/AG/N/EST/11 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Canada – <u>Indemnisation pour les dommages causés à la production agricole ou aux moyens de production du fait de la sécheresse</u></p> <p>Le Canada a noté que le soutien prévu dans le cadre de ce programme était accordé aux producteurs qui subissaient une chute de production de plus de 30 pour cent du niveau "normal". A demandé des précisions sur ce qui constituait une "production normale" et dans quelle mesure cela satisfaisait aux critères de l'Annexe 2, paragraphe 8 a).</p>	<p>A confirmé que la perte de production était calculée selon la méthode décrite à l'Annexe 2, paragraphe 8 a), en utilisant la période de référence 1999-2001.</p>

Lettonie G/AG/N/LVA/8 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p><u>Rénovation du matériel technique de production agricole</u></p> <p>Australie/Canada – Ont demandé de plus amples précisions sur le programme afin de confirmer que les versements ne sont attribués qu'aux producteurs subissant des désavantages structurels dont l'existence aura été démontrée de manière objective, conformément à l'Annexe 2, paragraphe 11 a).</p> <p>Ces pays ont demandé qu'on leur explique en quoi les versements étaient limités au montant requis pour compenser le désavantage structurel subis par ces producteurs, conformément à l'Annexe 2, paragraphe 11 f).</p>	<p>Cette aide, fournie sous forme de subventions couvrant partiellement (en général à hauteur de 30 pour cent) les investissements dans la restructuration physique d'une l'exploitation, fait suite aux vastes réformes de privatisation des biens fonciers et des actifs des années 90. Ce programme a été élaboré en réponse à une étude approfondie de l'état d'avancement du développement technologique dans les exploitations agricoles de création récente. Les critères appliqués pour l'octroi de ce soutien et le but qu'il remplit sont fonction de la méthode d'estimation de la valeur économique de la ferme.</p>

<b>Lettonie G/AG/N/LVA/8 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p><u>Annulation des conséquences des catastrophes naturelles</u></p> <p>Canada – Conformité de la mesure avec les critères de l'Annexe 2, paragraphe 8. Des renseignements sont demandés concernant les délais employés pour déterminer les pertes de production, et le niveau de perte de production requis pour que les producteurs aient droit à l'indemnisation.</p>	<p>L'objectif de ce programme est d'encourager les agriculteurs à assurer leurs récoltes contre les risques potentiels de catastrophes naturelles. Le programme, conçu en collaboration avec des compagnies d'assurance, fixe les limites pour les pertes de production de récoltes données. Au-delà d'une fourchette de pertes de production exprimées en valeur, l'indemnisation se met en place. Les limites fixées correspondent à près de 100 pour cent des coûts encourus jusqu'à la perte de la récolte. Une estimation des pertes potentielles est effectuée sur la base des niveaux de production enregistrés les trois années précédentes sur une exploitation donnée. Le gouvernement participe au programme en prenant en partie à sa charge les primes d'assurance.</p> <p>Comme cette mesure est mise en œuvre dans le cadre de programmes financés par l'État, elle ne comporte pas de transferts de la part des consommateurs et n'a pas d'effet sur les prix. Elle est donc conforme à l'Annexe 2, paragraphe 8.</p>



## **ANNEXE – DEUXIÈME PARTIE**

### **Réponses non fournies concernant les questions soulevées dans le cadre du processus d'examen**

**i) Réponse fournie par la Hongrie en application de l'article 18:6 de l'Accord concernant la question Argentine – Hongrie: Sous-utilisation des contingents tarifaires (Voir le document G/AG/R/37, page 2)**

La Hongrie a estimé que la question de la sous-utilisation des contingents tarifaires ne relevait pas de l'article 18:6 de l'Accord sur l'agriculture dans la mesure où les Membres n'avaient aucune obligation en l'espèce. Le fait que la question ait à voir avec les subventions à l'exportation et le soutien interne ne justifiait pas davantage son examen au titre du présent point de l'ordre du jour, étant donné que l'Argentine n'avait pas soulevé de question concernant le respect par la Hongrie des obligations contractées dans ces deux domaines.

**ii) Réponse fournie par Israël concernant la notification selon le tableau MA:1**

Israël G/AG/N/ISR/27 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1) (Voir le document G/AG/R/35, page 9)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada – Le Canada a demandé la raison pour laquelle Israël avait changé de méthode pour l'attribution du contingent tarifaire du maïs doux, en passant d'un système au prorata à un système de tirage au sort, ainsi que des renseignements sur les modalités de fonctionnement du système de tirage au sort.	Afin de faciliter le commerce, le Ministre du commerce et de l'industrie a envisagé certaines modifications dans l'attribution du contingent tarifaire du maïs doux. Par erreur, Israël a notifié que le système au prorata avait été remplacé par le système de tirage au sort (entre autres nombreux choix). En fait, le système d'attribution n'a pas changé pour l'année 2002 et le système au prorata a été utilisé. Pendant l'année 2003, le Ministère a appliqué une méthode d'attribution dans l'ordre de présentation des demandes. Un corrigendum a été présenté en conséquence (Voir le document G/AG/N/ISR/27/Corr.1).

**iii) Réponse fournie par le Nicaragua concernant la notification selon le tableau DS:1**

Nicaragua G/AG/N/NIC/16 Soutien interne (tableau DS:1) (Voir le document G/AG/R/37, page 18)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie – A proposé que les titres de paragraphe de l'Annexe 2 soient repris dans la liste des programmes relatifs aux services de caractère général et que les mêmes intitulés soient utilisés pour les mêmes programmes lors de la présentation des notifications ultérieures pour faciliter l'identification des nouveaux programmes en cours d'établissement qui pourraient nécessiter un examen particulier par le Comité.	Le Nicaragua a pris note des propositions de l'Australie et apportera les changements correspondants à la notification dans les jours à venir.

### Appendice

#### **Données communiquées par l'Argentine en application de l'article 18:6 de l'Accord concernant la question Argentine – Hongrie: Sous-utilisation des contingents tarifaires**

<b>Produit</b>	<b>Année</b>	<b>Sous-utilisation des contingents tarifaires</b>	<b>Subventions à l'exportation</b>
Lait et crème 0401/0402	2001	178 115 tonnes	n.d.
	2000	177 645 tonnes	
	1999	160 356 tonnes	
	1998	143 591 tonnes	
	1997	129 802 tonnes	
	1996	93 222 tonnes	
	1995	94 911 tonnes	
Maïs 1005 (pour les subventions à l'exportation 1005.90)	2001	220 643 tonnes	3 000 tonnes
	2000	222 553 tonnes	74 000 tonnes
	1999	201 311 tonnes	449 058 tonnes
	1998	176 519 tonnes	481 262 tonnes
	1997	149 312 tonnes	0 tonnes
	1996	115 198 tonnes	0 tonnes
	1995	116 827 tonnes	528 335 tonnes
Volaille et viande de volaille 0105; 0207 (pour les subventions à l'exportation 0207.12)	2001	11 008 tonnes	8 000 tonnes
	2000	10 576 tonnes	12 000 tonnes
	1999	9 646 tonnes	14 463 tonnes
	1998	4 432 tonnes	20 277 tonnes
	1997	7 130 tonnes	16 723 tonnes
	1996	7 195 tonnes	12 690 tonnes
	1995	6 748 tonnes	19 846 tonnes

Source: Notifications de la Hongrie à l'OMC.